

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen "met uitsluiting van het personeel bedoeld in artikel 2, § 1, eerste en tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden" geschrapt.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

**Art. 4.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 1309

[C — 2004/31157]

**11 MARS 2004. — Arrêté n° 2003/251 du Collège de la Commission communautaire française abrogeant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française et modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale de Réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 3, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu le protocole d'accord sectoriel 1999-2002 n° 2002/12 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française du 20 juin 2002;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle donné en date du 21 mars 2003;

Vu le protocole d'accord n° 2003/12 du comité de secteur XV du 8 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 31 mars 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 2 avril 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la fonction publique, donné le 11 mars 2004;

Considérant qu'il ressort de l'accord sectoriel 1999/2002 du Comité de secteur XV qu'il faut modifier le calcul actuel du pécule de vacances pour qu'il devienne un pourcentage du traitement mensuel brut;

Vu l'urgence motivée par l'impérieuse nécessité pour les fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle de bénéficier des mêmes droits que ceux des services du Collège pour qui cet ensemble de décisions sont déjà d'application car le calendrier de l'accord sectoriel 1999-2002 prévoit une augmentation du pécule de vacances dès 2003 pour certains rangs;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française en date du 5 juin 2003 relatif à la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'avis n° 35.628/2 du Conseil d'Etat donné le 26 juin 2003, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnel;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. Le présent arrêté ajoute une Section 8 « Des rétributions garanties » au chapitre II « Régime organique » de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, cette nouvelle section se présente comme suit :

« Section 8. - Rétribution du personnel

Sous-section 1<sup>re</sup> - Pécule de vacances.

Art. 33. Pour l'application des dispositions de la présente sous-section, il faut entendre par :

1° « année de référence » : l'année civile précédant l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées;

2° « traitement annuel » : le traitement, le salaire, l'indemnité ou l'allocation tenant lieu de traitement ou de salaire y compris l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence éventuelle.

Art. 34. Les agents bénéficient chaque année d'un pécule de vacances dont le montant est égal à 92 % d'un douzième du ou des traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le ou les traitement(s) du(s) pour le mois de mars de l'année de vacances.

Ce pourcentage se calcule sur le ou les traitement(s) qui aurai(en)t été du(s) pour le mois considéré lorsque l'agent n'a bénéficié pour ledit mois d'aucun traitement ou seulement d'un traitement réduit.

Art. 35. Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, l'agent bénéficie d'un pécule de vacances complet.

Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'agent n'a pas accompli des prestations complètes durant toute l'année de référence, le montant du pécule de vacances est fixé comme suit :

1° Un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;

2° Un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

§ 2. L'octroi d'un traitement partiel afférant à l'exercice de prestations réduites entraîne une réduction proportionnelle du pécule de vacances.

Art. 37. En dérogation l'article 36, sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances, les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, l'agent :

1° n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire;

2° a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées;

3° a bénéficié d'un congé parental;

4° a été absent suite à un congé ou à une interruption visés aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ou à l'article 18, alinéa 2 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Art. 38. Est également prise en considération pour le calcul du pécule de vacances, la période allant du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence jusqu'au jour précédant celui où l'agent a acquis cette qualité, à condition :

1° d'être âgé de moins de 25 ans à la fin de l'année de référence;

2° d'être entré en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de quatre mois qui suit :

a) soit la date à laquelle a quitté l'établissement où il a effectué ses études dans les conditions prévues à l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

b) soit à la date à laquelle le contrat d'apprentissage prend fin.

L'agent doit faire la preuve qu'il réunit les conditions requises.

Art. 39. Deux ou plusieurs pécules de vacances, y compris ceux acquis par application des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, ne peuvent être cumulés au-delà du montant correspondant au pécule de vacances le plus élevé, qui est obtenu lorsque les pécules de vacances de toutes les fonctions ou activités sont calculées sur base de prestations complètes.

A cet effet, le pécule de vacances d'une ou de plusieurs fonctions est réduit ou retenu à l'exception du pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Si les retenues ou réductions doivent ou peuvent se faire sur plusieurs pécules de vacances, le pécule de vacances le moins élevé est d'abord réduit ou supprimé.

Pour l'application des alinéas précédents, il y a lieu d'entendre par pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, la partie du pécule de vacances qui ne correspond pas à la rémunération des jours de vacances.

Pour l'application des alinéas précédents, l'agent qui cumule des pécules de vacances est tenu d'en communiquer le montant calculé pour des prestations complètes, à chaque service du personnel dont il dépend.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des sanctions disciplinaires.

Art. 40. Le pécule de vacances est payé à partir du 1<sup>er</sup> mai et au plus tard le 30 juin de l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées.

En dérogation à la règle énoncée à l'alinéa précédent, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès de la démission, du licenciement ou de la révocation de l'intéressé.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du pourcentage et de la retenue en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont l'agent bénéficie à la même date.

S'il ne bénéficie à cette date d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le ou les traitement(s) qui lui aurai(en)t été du(s).

Art. 41. En dérogation à l'article 34, le pourcentage du montant du pécule de vacances de 2003 à 2007, sur base des prestations effectuées durant l'année qui précède, diffère en fonction du rang de l'agent selon le tableau ci-dessous :

année 2003 : 80 % pour les rangs 30, 32, 20 et 34

70 % pour les rangs 22, 35, 26 et 24

année 2004 : 92 % pour les rangs 30, 32, 20 et 34

80 % pour les rangs 22, 35, 26 et 24

70 % pour les rangs 27, 25, 28 et 29

année 2005 : 92 % pour les rangs 30, 32, 20 et 34

92 % pour les rangs 22, 35, 26 et 24

80 % pour les rangs 27, 25, 28 et 29

70 % pour les rangs 10, 11, 12

50 % pour les rangs 13 et 14

année 2006 : 92 % pour les rangs 30, 32, 20 et 34

92 % pour les rangs 22, 35, 26 et 24

92 % pour les rangs 27, 25, 28 et 29

80 % pour les rangs 10, 11, 12

70 % pour les rangs 13, 14, 15 et 16

année 2007 : 92 % pour tous les agents.

Tant que les agents ne voient pas leur rang repris dans le tableau des pourcentages ci-dessus pour l'année considérée, l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du royaume ou toute disposition qui le modifierait reste d'application.

Sous-section 2 - Autres allocations.

Art. 42. Sont d'application aux membres du personnel :

- l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer et de résidence au personnel des ministères ou toute autre disposition qui le modifierait;

l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ou par toute autre disposition qui le modifierait. »

Art. 3. Les anciens articles 33, 34 et 35 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française deviennent les articles 43, 44 et 45 de l'arrêté tel que modifié par le présent arrêté.

Les articles 43, 44 et 45 sont intégrés dans la nouvelle Section dénommée : « Section 9. Dispositions transitoires et finales ».

### CHAPITRE III. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 4. Le présent arrêté abroge l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 novembre 1994 organisant la rétribution du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Art. 6. Le Président du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnels et le Membre du Collège chargé de la fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mars 2004.

Pour le Collège :

Le Président du Collège, chargé de l'enseignement, de la reconversion et du recyclage professionnels, du transport scolaire, de la cohabitation des communautés locales, des relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que les relations internationales,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la fonction publique,

J. SIMONET

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 1309

[C — 2004/31157]

**11 MAART 2004. — Besluit nr. 2003/251 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot opheffing van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 1994 tot organisatie van de bezoldiging van het personeel in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie en tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 1994 tot organisatie van de bezoldiging van het personeel in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het sectoraal protocolakkoord 1999-2002 nr. 2002/12 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juni 2002;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 21 maart 2003;

Gelet op het protocolakkoord nr. 2003/12 van het Comité van Sector XV van 8 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 maart 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College dat belast is met de begroting, gegeven op 2 april 2003;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College dat belast is met het openbaar ambt, gegeven op 11 maart 2004;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 1999/2002 van het Comité van Sector XV bepaalt dat de huidige berekening van het vakantiegeld moet worden gewijzigd zodat het vakantiegeld een percentage van de maandelijkse brutowedde bedraagt;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de dringende noodzakelijkheid dat de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding over dezelfde rechten moeten kunnen beschikken als de ambtenaren van de diensten van het College op wie deze beslissingen reeds van toepassing zijn, vermits het tijdschema van het sectoraal akkoord 1999-2002 voor een aantal rangen voorziet in een verhoging van het vakantiegeld vanaf 2003;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie op 5 juni 2003 betreffende de vraag om advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen;

Gelet op advies nr. 35.628/2 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2003, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College dat belast is met beroepsomschakeling en bijscholing;

Na beraad,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. Het onderhavige besluit voegt een afdeling 8 « Gewaarborgde toelagen » toe aan hoofdstuk II « Organieke regeling » van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie. Deze nieuwe afdeling luidt als volgt :

« Afdeling 8. - Bezoldiging van het personeel

Onderafdeling 1 - Vakantiegeld.

Art. 33. Voor de toepassing van de bepalingen van deze onderafdeling, moet worden verstaan onder :

1° « referentiejaar » : het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de vakantie moet worden toegekend;

2° « jaarwedde » : de wedde, het loon of de in de plaats daarvan gestelde vergoeding of toelage met inbegrip van de eventuele haard- of standplaatstoelage.

Art. 34. De personeelsleden ontvangen ieder jaar vakantiegeld waarvan het bedrag gelijk is aan 92 % van één twaalfde van de jaarwedde(n), zoals die gekoppeld is (zijn) aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de wedde(n) bepalen die verschuldigd is (zijn) voor de maand maart van het vakantiejaar.

Dit percentage wordt berekend op basis van de wedde(n) die zou(den) verschuldigd zijn voor de beschouwde maand, wanneer het personeelslid voor die maand geen of slechts een gedeeltelijke wedde heeft ontvangen.

Art. 35. Voor volledige prestaties die verricht werden gedurende het volledige referentiejaar, ontvangt het personeelslid het volledige vakantiegeld.

Art. 36. § 1. Wanneer het personeelslid geen volledige prestaties heeft verricht gedurende het volledige referentiejaar, wordt het bedrag van het vakantiegeld als volgt vastgelegd :

1° Eén twaalfde van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een volledige maand beslaat;

2° Eén dertigste van het maandbedrag per kalenderdag wanneer de prestaties geen volledige maand beslaan.

§ 2. De toekenning van een gedeeltelijke wedde wegens het uitoefenen van verminderde prestaties heeft een overeenkomstige vermindering van het vakantiegeld tot gevolg.

Art. 37. In afwijking van artikel 36, worden voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld, de periodes in aanmerking genomen waarin het personeelslid gedurende het referentiejaar :

1° niet in dienst is kunnen treden of zijn functie heeft opgeschort wegens verplichtingen die hem zijn opgelegd krachtens de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of krachtens de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen;

2° zijn functie heeft opgeschort wegens verplichtingen die hem zijn opgelegd krachtens de wet van 16 mei 2001 houdende het statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht;

3° ouderschapsverlof heeft genoten;

4° afwezig is geweest ingevolge verlof of arbeidsonderbreking zoals bedoeld in artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 of in artikel 18, lid 2, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd.

Art. 38. Voor de berekening van het vakantiegeld wordt eveneens in aanmerking genomen de periode gaande van 1 januari van het referentiejaar tot de dag welke de datum voorafgaat waarop het personeelslid deze hoedanigheid heeft verkregen, op voorwaarde :

1° minder dan 25 jaar oud te zijn op het einde van het referentiejaar;

2° uiterlijk in dienst te zijn getreden op de laatste werkdag van de vier maanden volgend op :

a) hetzij de datum waarop het personeelslid de inrichting heeft verlaten waar het heeft gestudeerd onder de voorwaarden bepaald in artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

b) hetzij de datum waarop de leerovereenkomst een einde heeft genomen.

Het personeelslid moet het bewijs leveren dat het aan de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 39. Twee of meer vakantiegelden met inbegrip van deze verkregen in toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers, kunnen niet gecumuleerd worden boven een bedrag overeenkomend met het hoogste vakantiegeld dat wordt bekomen wanneer de vakantiegelden van al de uitgeoefende ambten of activiteiten worden berekend op basis van volledige prestaties.

Hiertoe wordt het vakantiegeld van één of meerdere ambten verminderd of ingehouden, met uitzondering van het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers.

Indien de inhoudingen of verminderingen moeten of kunnen gebeuren op verscheidene vakantiegelden, wordt eerst het kleinste vakantiegeld ingehouden of verminderd.

Voor de toepassing van de voorgaande leden moet onder het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers worden verstaan, het gedeelte van het vakantiegeld dat niet overeenstemt met loon voor de vakantiedagen.

Voor de toepassing van de voorgaande leden is het personeelslid dat vakantiegelden cumuleert, gehouden het bedrag berekend voor volledige prestaties mede te delen aan elke personeelsdienst waarvan het afhangt.

Iedere inbreuk op het voorgaande lid kan aanleiding geven tot tuchtstraffen.

Art. 40. Het vakantiegeld wordt betaald vanaf 1 mei en uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin de vakantie moet worden toegekend.

In afwijking van de in het vorige lid omschreven regel, wordt het vakantiegeld uitbetaald tijdens de maand volgend op de datum waarop het personeelslid de pensioengerechtigde leeftijd bereikt of op de datum van overlijden, van ontslagneming, van afdanking of van afzetting van de belanghebbende.

Voor de toepassing van het voorgaande lid wordt het vakantiegeld berekend rekening houdend met het percentage en de inhouding die op de beschouwde datum gelden; het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde die het personeelslid op diezelfde datum geniet.

Wanneer hij op die datum geen wedde of verminderde wedde geniet, wordt het percentage berekend op de wedde(n) die hem dan verschuldigd zou(den) zijn.

Art. 41. In afwijking van artikel 34 verschilt het percentage van het bedrag van het vakantiegeld van 2003 tot 2007, op basis van de geleverde prestaties van het voorgaande jaar, naargelang de rang van de ambtenaar volgens onderstaande tabel :

- jaar 2003 : 80 % voor de rangen 30, 32, 20 en 34  
70 % voor de rangen 22, 35, 26 en 24
- jaar 2004 : 92 % voor de rangen 30, 32, 20 en 34  
80 % voor de rangen 22, 35, 26 en 24  
70 % voor de rangen 27, 25, 28 en 29
- jaar 2005 : 92 % voor de rangen 30, 32, 20 en 34  
92 % voor de rangen 22, 35, 26 en 24  
80 % voor de rangen 27, 25, 28 en 29  
70 % voor de rangen 10, 11, 12  
50 % voor de rangen 13 en 14
- jaar 2006 : 92 % voor de rangen 30, 32, 20 en 34  
92 % voor de rangen 22, 35, 26 en 24  
92 % voor de rangen 27, 25, 28 en 29  
80 % voor de rangen 10, 11, 12  
70 % voor de rangen 13, 14, 15 en 16
- jaar 2007 : 92 % voor alle ambtenaren.

Indien de ambtenaren hun rang voor het overwogen jaar niet in de bovenstaande percentagetabel terugvinden, blijft het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's Lands algemeen bestuur of elke bepaling die het wijzigt van toepassing.

Onderafdeling 2 - Andere uitkeringen.

Art. 42. Zijn van toepassing op de personeelsleden :

het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries of elke andere bepaling die het wijzigt;

het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt of elke andere bepaling die het wijzigt. »

Art. 3. De oude artikelen 33, 34 en 35 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden artikelen 43, 44 en 45 van het besluit zoals gewijzigd door onderhavig besluit.

Artikelen 43, 44 en 45 worden opgenomen in de nieuwe afdeling met als titel : « Afdeling 9. Overgangs- en slotbepalingen ».

### HOOFDSTUK III. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 4. Onderhavig besluit heft het besluit op van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 november 1994 tot organisatie van de bezoldiging van het personeel in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 5. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 6. De Voorzitter van het College bevoegd voor beroepsomschakeling en bijscholing en het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 11 maart 2004.

Voor het College,

De Voorzitter van het College, belast met onderwijs, beroepsomschakeling en bijscholing, schoolvervoer, cohabitatie met de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, en de Internationale Betrekkingen,

E. TOMAS

Lid van het College belast met het Openbaar Ambt,

J. SIMONET